
LOS ANGELES – Groupe de travail du GAC sur l'engagement du gouvernement / OIG

Samedi 11 octobre 2014 – 16h30 à 17h30

ICANN - Los Angeles, États-Unis

INTERPRETE : Le 11 octobre 2014, salle Plaza Pavillia, réunion 51 de l'ICANN, Groupe de Travail du GAC sur la participation des Gouvernements et des OIG.

TOM DALE : Nous vous prions de bien vouloir vous installer à vos places parce que nous voulons pouvoir commencer cette séance s'il vous plaît. Nous sommes vraiment en retard et le secrétariat m'a demandé d'essayer d'accélérer cela pour pouvoir commencer aussitôt que possible.

HEATHER DRYDEN : Bon après-midi à tous encore une fois, nous allons reprendre notre travail pour cette séance de l'après-midi. Je vous prie de bien vouloir vous installer vos places.

Pour cette prochaine séance nous allons nous centrer sur un ensemble particulier de recommandations présenté par l'équipe de révision sur la transparence et la responsabilité concernant la coordination et le travail avec l'équipe de la participation des multiples parties prenantes de l'ICANN. Le résultat du travail sur ces recommandations nous a mené à établir un groupe de travail dans le GAC dont le leader est le Liban, et les efforts qui sont menés à bien dans ce groupe de travail en ce moment seront présentés maintenant. Et pour les présenter et commencer à identifier les différentes questions que nous devons

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

traiter, et voir aussi comment doit être gérée la coordination entre le GAC et le personnel de l'ICANN pour parvenir à certains objectifs communs je vais céder la parole maintenant à Imad pour qu'il prenne la direction de cette partie de la réunion, et qu'il présente les collègues de l'ICANN qui sont ici parmi nous. Je les remercie aussi d'être parmi nous. Je vous cède donc la parole pour que vous présentiez les collègues de l'ICANN.

IMAD HOBALLAH :

Pour ceux qui ne me connaissent pas je suis Imad Hoballah, bonjour à tous.

Je viens du Liban, on m'a demandé de coordonner une activité avec le groupe de travail pour renforcer les efforts menés par rapport à la sensibilisation et la diffusion auprès des gouvernements.

C'est un groupe conjoint du GAC avec des gens du personnel de l'ICANN et du GSE. C'est le groupe pour la coopération et la participation mondiale. L'objectif d'aujourd'hui est de vous raconter ce que nous avons pu obtenir et réaliser jusqu'ici, mais nous espérons bien sûr pouvoir répondre à des questions qui pourraient être soulevées par les personnes ici présentes et vous mettre à jour sur les prochaines étapes. Ainsi que pour l'équipe de GSE, l'équipe de participation des parties prenantes mondiales, ainsi que ce qui concerne la participation du gouvernement, nous voudrions voir quelles sont les questions ou les préoccupations que vous pourriez avoir à présenter.

Si vous me le permettez je vais établir quelques règles d'entrée de jeu, je sais qu'il y en a qui n'aiment pas ces règles-là mais moi je voudrais

que les interventions et les questions soient limitées à 1 minute si vous êtes d'accord. Il y a 70 pays ou même plus qui sont ici représentés, je vais donc demander à ceux qui répondront de ce côté de la salle de donner des réponses brèves dans la mesure du possible afin de ne pas dépasser le temps qui nous a été attribué.

Nous allons vous raconter ce que nous avons fait jusqu'ici, et pour ceux qui ne le connaissent pas je veux vous présenter Maître Kamel qui est le responsable du GSE, ainsi qu'Anne-Rachel Inne, je ne sais pas si j'ai bien prononcé, elle travaille avec Maître Kamel si je ne m'abuse, ils sont basés à Genève si je ne m'abuse.

Et avant de continuer, je voudrais exprimer ma reconnaissance pour le travail qui a été fait par ceux qui nous accompagnent, il y a ici Olga, Suzanne et d'autres membres, Alice, et d'autres qui nous ont rejoints, Hassan, et si j'oublie quelqu'un, je vous prie de m'excuser. Maître Kamel c'est à vous.

TAREK KAMEL :

En premier lieu, je voudrais commencer par exprimer ma reconnaissance à Heather Dryden, présidente du GAC, ainsi qu'à mon collègue Imad Hoballah, de nous avoir invités à rejoindre cette réunion où il y a des membres aussi distingués. C'est une occasion d'avoir un dialogue ouvert avec les membres du GAC, et pour écouter aussi les consultations et contributions que vous pourriez faire, et vous informer aussi du travail conjoint que nous avons commencé lors de la dernière réunion de l'ICANN, l'ICANN 50 en juin 2014.

Comme Mme la Présidente l'a dit, l'objectif de ce groupe basé sur la recommandation de la ATRT2, la recommandation 6.8 et la recommandation 6.9 plus spécifiquement qui concernaient l'amélioration de la coordination entre l'équipe de participation des parties prenantes mondiales et l'équipe de participation des gouvernements ainsi que le GAC, nous essayons tous de voir et de considérer de façon attentive ces recommandations en tant que groupe de travail pour nous assurer de pouvoir la mettre en pratique, et pour nous assurer d'avoir une amélioration de la coordination réelle des 2 côtés : du côté du GAC et du côté de l'équipe de participation. Nous voulons donner tout le soutien nécessaire dans la mesure du possible dans les régions et nous voulons améliorer la participation au sein du GAC en ce qui concerne les gouvernements. C'est donc une excellente occasion de savoir ce que nous faisons de notre côté et d'écouter tout ce que vous avez à nous proposer.

Une fois dit tout ceci, je remercie encore Mme la Présidente de l'invitation qui nous a été faite et Imad en tant que président du groupe de travail cèdera la parole à Anne-Rachel Inne qui est la vice-présidente du groupe qui s'occupe de la participation du gouvernement, c'est-à-dire elle joue le rôle de la coordination avec le GAC et ainsi que la mise en œuvre de toutes les recommandations de l'ATRT.

ANNE-RACHEL INNE :

Merci beaucoup Heather et Imad de nous avoir tous ici réunis dans le groupe de travail pour la participation gouvernementale.

Comme cela a été dit ici, nous avons déjà réalisé une certaine partie du travail, de cette activité, concernant un échange de questions réponses

liées à ce que fait l'équipe de participation des parties prenantes mondiales, ce qu'il fait par rapport au gouvernement et aux équipes gouvernementales, par rapport à la communauté dans son ensemble, et pour voir comment nous pouvons nous aider les uns les autres de chaque côté de la question.

Voilà donc pour vous donner une espèce de cadre pour voir comment nous avons commencé à travailler sur la recommandation 6.2, 6.9 de l'ATRT2. Et cela était un point de départ pour nous assurer de pouvoir collaborer et de voir que le GAC améliore en termes de participation effective de ses membres, ainsi que le nombre de ses membres qui le forment. Nous avons demandé aux équipes de GSE et de GE de nous aider sur le terrain pour rapprocher tous ceux qui pourraient s'intéresser au sein des gouvernements pour participer à ce type de travail, pour que nous puissions leur donner les informations nécessaires et pour qu'ils puissent collaborer avec le secrétariat du GAC. Bien des fois les représentants du GAC dans des régions peuvent nous aider à nous assurer que nous puissions savoir clairement ce qui se passe au sein du GAC. Et que toutes les personnes intéressées puissent participer. Nous avons eu les premiers débats lors de l'ICANN 49 à Singapour, et puis dans la réunion de Londres l'ICANN 50. C'est la 3^{ème} réunion dans laquelle nous vous parlons de ce qui s'est passé.

Maintenant nous allons aborder la prochaine diapo. Je vais vous montrer ça un peu rapidement. C'est l'une des questions auxquelles a répondu notre groupe de travail, et nous avons quelques réponses ici.

IMAD HOBALLAH : Désolé je vous interrompre un tout petit peu. Vous allez voir une liste de questions et de réponses qui ont été échangées entre les membres du GAC et les membres du GSE. Ces questions ont été soulevées parce que certains membres du GAC sentaient qu'ils n'avaient pas pu participer de façon appropriée, et qu'ils n'étaient pas au courant des questions les plus récentes. Vous allez voir certaines questions que nous avons reçues et les réponses qui ont été apportées. Cela nous a permis d'avoir l'information nécessaire pour pouvoir décider comment nous allions continuer, quelles allaient être les étapes suivantes.

ANNE-RACHEL INNE : La présentation a déjà été publiée et l'une des choses que je vais faire, c'est que je demanderai aux vice-présidents régionaux de se mettre debout, s'il vous plaît, pour que tout le monde puisse vous voir dans la communauté. Très bien.

Il y a Nigel Hickson, qui se trouve aussi basé au bureau de Genève et qui aide l'équipe dans son travail avec les OIG.

Il y a aussi Veni Markovski, qui s'occupe de la participation avec les missions de New York.

Pierre Dandjinou qui est le vice-président pour l'Afrique.

Mandy Carver qui est notre coordinatrice et qui s'assure d'avoir une présence dans les différentes régions, elle se trouve à Los Angeles, elle coordonne avec l'équipe de Los Angeles notre travail.

Baher Esmat, qui est notre vice-président pour le Moyen Orient.

Andrea qui est le directeur de la région européenne et qui travaille avec Jean-Jacques Sahel, vice-président pour l'Europe, qui se trouve en ce moment dans une autre réunion mais vous pourrez le voir.

Save Vocea, qui s'occupe des opérations en Océanie.

Michael Yakushev pour la Russie.

Rodrigo de la Parra, et l'autre Rodrigo, tous les deux qui s'occupent de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Il y a Kelvin aussi pour le bureau de l'Asie.

En répondant à ces questions, ce que nous avons fait c'est nous réunir et essayer de faire un apport à propos de ce que qu'on souhaitait faire et connaître dans notre groupe de travail. Et s'il y a quelque chose qui n'apparaît pas ici comme question, vous avez l'occasion d'associer des noms à des visages des différentes régions, vous pouvez vous approcher de ces personnes et leur poser des questions.

Une des questions était s'il y avait une déclaration écrite établissant la portée du travail de cette équipe du GSE et ses objectifs. Vous savez, on est là pour sensibiliser sur l'ICANN, sur son travail, la nature de ce travail, tout le travail que l'on fait à différents niveaux. Par exemple à At-Large, au GAC, ce qui appartient au monde des entreprises aussi, ceux qui ont des domaines de premier niveau à code géographique, nous leur donnons des informations, depuis la formation jusqu'à toutes ces autres questions que nous abordons ici.

Nous avançons rapidement avec les diapos, et vous pouvez les voir en détail et les discuter avec les membres et représentants de votre région. Je vais arriver à la diapo qui fait allusion au chemin à suivre. Voilà.

IMAD HOBALLAH :

Nous essayons d'avancer rapidement sur les diapos pour arriver au chemin à suivre. Je crois que ce qui peut vous intéresser davantage c'est ce qui suit.

Nous développons une alliance entre le GAC et l'équipe de la GSE / GE. Et cette alliance a pour but d'améliorer les activités de discussions externes, la participation des membres du GAC, les activités de cette équipe de participation globale et gouvernementale au fur et à mesure que l'on approche des régions et des différents pays pour augmenter les membres de la communauté, cela en premier lieu.

Deuxièmement, pour travailler ensemble.

Et troisièmement, pour mieux travailler pour un meilleur modèle multipartite, et pour avoir du succès au lieu d'avoir des informations fragmentées, pouvoir réunir toute l'information afin de réussir à la participation de la communauté. Des fois il y a des personnes qui ne connaissent pas la situation, alors il faut trouver une solution à ce problème. Qu'est-ce qu'il sait ce représentant ? Comment peut-il participer ? Quel est l'échange d'information qu'il faut avoir ? Quel est le suivi à faire ?

Nous continuons donc. Ceci c'est pour vous donner un aperçu de comment ça se passe.

ANNE-RACHEL INNE :

Merci Imad. Le but est de voir comment on peut mieux travailler ensemble et de voir qui participe et quand.

Certains de nos vice-présidents ont travaillé à travers les séminaires en lignes. D'autres, par exemple dans notre région, ont développé des stratégies régionales, où nous voyons différents niveaux d'interaction avec les représentants du GAC. Il serait peut être intéressant par exemple, compte tenu que certaines régions ont mis en place les séminaires en ligne, et c'est le cas de l'Amérique Latine en particulier, de voir comment on fait des progrès. Rodrigo pourrait peut-être en raconter un peu plus sur les modalités utilisées pour l'interaction, et si dans ces séminaires des membres du GAC y ont été inclus.

Nous allons voir ce que signifie faire partie du GAC pour les pays qui ne font pas partie du GAC, pour que ces pays puissent rejoindre les membres du GAC, faire des suivis, voir comment ça se passe, faire des suivis à travers les collègues de la région pour avoir des informations complémentaires sur les activités à l'intérieur de l'ICANN et cette information peut être fournie.

Nous pensons que ce serait bien d'avoir des téléconférences régulières entre les équipes régionales et les représentants régionaux des équipes du GAC. Soit des séminaires en ligne, soit des téléconférences pour qu'ils puissent parler par exemple sur les questions liées à la politique au sein de l'ICANN. Le groupe de politique est déjà chargé de cette question mais peut-être il y a des questions spécifiques aux membres du GAC, et peut être ce serait une bonne manière d'y participer.

Nous vous offrons cette option et la fréquence serait quelque chose à décider. On pourrait dire par exemple tous les 2 mois par exemple, mais vous pouvez décider la fréquence avec les représentants du GAC et de l'équipe régionale afin de déterminer quelle serait la fréquence, quelles

seraient les questions à traiter dans le séminaire en ligne, à savoir, des politiques, ce qui se passe au niveau géopolitique, peut-être à Genève ou à New York, le contenu peut être prévu, on peut faire des mises à jour, tout cela est possible.

Et nous pensons aussi qu'il y a déjà une grande partie qui est liée au GAC. Le GAC a dit qu'ils ont besoin d'inclure davantage d'informations ; nous aimerions vous donner ce type d'informations mais on ne veut pas être répétitifs. Les équipes travaillent déjà avec les représentants du GAC dans les régions donc on ne voudrait pas répéter. Et la mise à jour du site web nous permettrait d'avoir plusieurs pages, c'est-à-dire on les a déjà pour chacune des régions, et pour pouvoir afficher ce que les équipes font. On pourrait avoir davantage informations qui pourraient inclure probablement davantage de détails, et on pourrait faire un rapport.

Voilà tout ce que nous pouvons mettre à disposition. Améliorer les pages... Je ne suis pas très sûre si ceci peut être effectivement réalisé, mais les groupes peuvent en discuter dès que le site web du GAC sera réorganisé. Nous pourrions peut-être discuter la manière de mettre à disposition dans ce site l'information pour ne pas avoir à visiter d'autres sites web.

Nous continuons donc, prochaine diapo.

Comme Imad l'a mentionné, nous avons aussi parlé du fait que les représentants du GAC doivent être informés des événements développés dans leur région. Alors les séminaires en ligne peuvent être utiles pour ce faire. Les équipes régionales doivent être conscientes, et on en a déjà discuté, pour s'assurer de savoir qui sont les représentants

du GAC pour la région quand ils vont dans un pays en particulier. Il faut se mettre en contact avec le représentant du GAC pour s'assurer qu'il connait ce que vous allez faire dans le pays, et aussi il pourrait participer à toutes ces réunions.

Nous avons aussi offert la possibilité qu'un représentant du groupe soit toujours présent lors des réunions du GAC, sauf celles qui sont à huis clos, et si nécessaire on pourrait informer les équipes régionales sur toute préoccupation qui pourrait apparaître.

IMAD HOBALLAH :

Il est 17h28 je vais prendre la parole pendant 1 minute seulement pour avoir du temps pour questions réponses. Nous allons voir comment ça se passe avec la situation actuelle. Agir ensemble comme partenaires, comme alliés.

Deuxièmement, il faut être au courant de ce que ce qui se passe dans les différents domaines de chacune des régions en ce qui concerne les représentants du GAC, et aussi que les représentants du GAC soient au courant de tout ce qui se passe et qu'ils participent aux réunions dans la mesure du possible, parce que des fois le représentant gouvernemental ne souhaite pas le faire pour une raison quelconque. Mais il faudrait au moins accorder que le représentant du GAC sache que cette réunion à laquelle on lui a demandé d'être présent est importante. Et ce n'est pas bien qu'il n'y assiste. Par exemple, s'il y a une réunion au Liban entre différents ministres, eh bien à mon avis le représentant du GAC doit être au courant de la situation. On va faire aussi des améliorations sur les différents sites web, celui du GAC, celui de l'ICANN, et tous ceux ayant trait au GSE / GE, et pour finir les rapports vont inclure bien plus

de contenu. Non seulement les chemins à suivre, mais aussi les objectifs, et être plus spécifique en ce qui concerne les démarches à suivre. Tout cela sera lié aux mises en rapport avec les leaders correspondants.

HEATHER DRYDEN :

Merci, voilà c'était ma question, c'est-à-dire si nous pouvons maintenant initier une session de questions réponses sur le travail de ce groupe, mais c'est très clair pour moi que vous avez fait un grand travail pour que nous puissions aboutir à cette instance. Je vous en remercie, et je vous remercie également de la volonté et de l'effort dédié pour que le GAC commence à comprendre ces questions. Il est clair que c'est mieux si nous sommes tous en ligne en ce qui concerne les efforts de participation, de mise en rapport, et tout cela à un impact sur notre travail au sein du GAC. Il sera aussi utile de savoir quels seront nos objectifs et quelles sont nos relations.

TRINIDAD ET TOBAGO :

Je tiens à remercier cette équipe de son excellente initiative de soutien, j'ai une question et une recommandation.

La question est la suivante : comment l'équipe sait-elle les questions qui intéressent une certaine région déterminée pour que ces questions soient traitées par la suite dans un séminaire web. Comment elle sait quels sont les thèmes à inclure dans l'ordre du jour.

Et la recommandation est la suivante : comme au GAC nous avons un secrétariat, il serait peut-être utile et prudent que l'équipe travaille avec le secrétariat avant de réaliser n'importe laquelle de ces réunions afin

qu'ils soient au courant de ce qui pourrait être inclus ou pas inclus dans l'ordre du jour pertinent.

Merci beaucoup.

INTERPRETE : Imad Hoballah prend la parole et donne la parole à Tarek Kamel.

TAREK KAMEL : Ce travail serait fait conjointement avec les vice-présidents régionaux et les membres du GAC. Alors ce n'est pas un ordre du jour que nous établissons de façon indépendante, mais plutôt de ce que vous voudrez faire dans vos régions.

Rodrigo peut-être que vous voudriez parler de votre région comme exemple ? Et par la suite on pourra reprendre la question du secrétariat. Mais on travaille pas à pas suivant les besoins de chacune des régions. Tout cela n'est pas unilatéral de notre part, nous n'imposons rien, par contre tout ceci est fait à partir des bases.

RODRIGO DE LA PARRA : Je peux faire un commentaire très rapide, dans le cas de la région de l'Amérique Latine et les Caraïbes, l'ordre du jour du travail des séminaires en ligne est proposé par mes membres du GAC qui nous présentent les questions à traiter. Nous aimerions toujours inclure 2 questions, à savoir donner la bienvenue aux nouveaux membres, eh bien c'est l'un des objectifs de ces séminaires en ligne, et puis aussi parler de l'ordre du jour de la prochaine réunion. Mais c'est eux en définitive qui proposent les questions à traiter.

HEATHER DRYDEN : Merci Rodrigo de votre réponse.

Je vois qu'il y a d'autres personnes qui demandent la parole. Nous devons avancer, mais je dois dire aussi que nous traitons une question importante ayant trait à la coordination entre les 2 équipes, notamment ce qui a trait aux efforts régionaux. Peut-être dans une région il peut y avoir un plus grand intérêt pour mener une activité ou une autre. Et lorsque vous vous réunissez avec les représentants du GAC, ils vont certainement établir les priorités des questions qui doivent être débattues. Et si l'ICANN pourrait aborder la question ceci serait reçu avec plaisir avec le GAC.

Royaume-Uni : Merci Madame la Présidente, j'ai 3 questions à poser.

Premièrement, vous avez fait une analyse de la raison pour laquelle les gouvernements ne participent pas au GAC en tant que membre.

Deuxièmement, avec-vous fait une analyse de la raison pour laquelle les membres du GAC qui sont sur la liste ne participent pas aux activités du GAC ou de l'ICANN. Vous avez fait une analyse de la raison pour laquelle ils ne participent pas activement.

Troisièmement, vous incluez les organisations régionales, qui sont des membres du GAC, par exemple la commission de l'Union Africaine ou les membres du GAC qui sont des observateurs, comme par exemple la Ligue des Etats Arabes, pour développer des initiatives de diffusion et de portée aux régions pertinentes, merci.

TAREK KAMEL :

Vous avez posé une question qui a 2 parties :

Pourquoi les gouvernements ne participent pas au GAC ? Eh bien c'est ce que on essaye de faire à partir de tâches de sensibilisation, de diffusion pour leur démontrer que la participation implique de grands bénéfices, leur montrer quel serait le rôle qu'ils devraient jouer dans le processus de développement des politiques de l'ICANN. Il faut que nous soyons francs. Dans certains cas, il faut sensibiliser davantage. Parce que dans certains pays, l'industrie du DNS n'est pas à la hauteur des circonstances. Peut-être ces pays devront reconsidérer la situation jusqu'à ce que l'industrie des DNS dans ces pays sera développée. Voilà donc pourquoi nous avons une équipe de la GDD pour développer l'industrie du DNS dans les territoires les moins favorisés. On a les DNS Egypte que nous démarrons ensemble avec le gouvernement de l'Egypte, c'est une initiative qui est dirigée par la représentante de l'Egypte et notre vice-président régional et d'autres représentants du Moyen Orient. C'est un chemin à parcourir, cela va prendre au moins 1 an, mais il faut créer quand même une plus grande sensibilisation dans les entreprises pour compter avec les représentants au sein du GAC et pouvoir compter sur leur participation. Bien sûr Heather sait beaucoup plus que moi sur cette question, bien des fois il s'agit de questions économiques ou financières, l'ICANN fait des réunions 3 fois par an dans différents sites du monde, et il faut des ressources économiques pour pouvoir assister aux réunions. Nous organisons aussi des réunions de haut niveau comme par exemple celles de Londres et de Toronto, qui ont été très utiles et qui nous ont beaucoup aidés pour la sensibilisation et la diffusion.

Je vais demander à mes collègues de la région de répondre très rapidement de manière télégraphique pour ainsi dire. Pierre va parler de l'Union Africaine et Andrea de la participation de la communauté européenne comme organisation régionale.

HEATHER DRYDEN : Le Singapour et les Etats-Unis ont demandé la parole, et j'aimerais aussi que ces collègues donnent leur point de vue, surtout parce que peut-être on n'aura pas assez de temps pour traiter toutes les stratégies régionales.

INTERPRETE : Commentaire hors micro.

HEATHER DRYDEN : Je passe la parole à Pierre.

PIERRE DANDJINO : Merci beaucoup Heather.

Je veux ajouter quelque chose à ce que Tarek a mentionné par rapport à l'Afrique tout spécifiquement. Je voudrais vous dire que nous sommes en contact avec l'Union Africaine en fait, ils nous aident à faire des progrès dans ces initiatives. Là on n'a pas de problème. Nous avons des réunions fréquentes, et nous avons des organisations économiques en Afrique. L'idée c'est d'avoir des réunions avec toutes ces organisations. Peut-être ils ne participent pas parce que nous avons besoin de participation, mais sur la base des informations, c'est-à-dire avoir une

participation informée. Préparer les membres qui vont y assister pour qu'ils soient confiants pour pouvoir traiter les questions qui correspondent. Nous avons un plan pour ce faire, on fait des séminaires en ligne, justement pour traiter de ces questions. Nous avons fait des efforts et des initiatives sont en cours, mais qui peuvent toujours faire l'objet d'améliorations.

HEATHER DRYDEN : Merci Pierre.

REPRESENTANT REGIONAL

DE L'EUROPE : Notre relation avec la commission européenne est une relation en cours mais pour ce qui est de la participation des pays européens nous avons un grand nombre de pays, mais nous voulons faire des séminaires en ligne. S'il y a de membres de la commission européenne qui ne participent pas ici, eh bien ils peuvent participer à ces initiatives, c'est-à-dire nous avons des rapports solides et durables avec les institutions européennes.

HEATHER DRYDEN : Je passe la parole au Singapour et par la suite aux Etats-Unis.

SINGAPOUR : Merci Madame la Présidente.

Une caractéristique unique de l'internet c'est que chacune des régions a des forums et des organisations. En Asie Pacifique, nous avons une série

d'organisations et de forums régionaux dont les membres sont des représentants du GAC, et dans d'autres cas ils ne le sont pas. Alors peut être dans le groupe GSE / GE nous auront des représentants du GAC, mais peut être que ces représentants devraient participer aux forums et aux organisations régionales pour être mieux préparés et pour pouvoir être au sein de l'ICANN et que l'ICANN soit aussi mieux représentée dans les différentes régions.

HEATHER DRYDEN :

Merci le Singapour.

ETATS-UNIS :

Merci Madame la Présidente, et merci Imad de tous les efforts que vous avez faits pour préparer cette session. Je remercie aussi Tarek et toute son équipe, je m'excuse parce que je ne peux pas prononcer vos noms, mais nous sommes très reconnaissants de pouvoir compter avec vous dans cette session.

Nous sommes d'accord avec ce qu'Imad a manifesté sur le travail conjoint, de travailler en tant que partenaires ou en tant qu'alliés. Je vois qu'il dit oui de la tête, et vous aussi alors je crois que c'est une bonne chose. Mais franchement je dois vous dire que peut-être ce que je vais vous dire va vous aider pour que nous puissions arriver à un accord sur la manière de collaborer non seulement à propos de l'organisation et du chronogramme de mise à jour dans les régions, mais aussi sur le contenu. Je viens d'un pays qui, si l'on veut, en en quelques sortes une petite région. Et cela dépend de ce que nous sommes considérés comme Américains. Nous aussi sommes intéressés aux

questions qui intéressent les collègues d'autres régions, parce que nous, nous nous réunissons ici au GAC avec nos collègues du monde entier 3 fois par an dans une salle comme celle-ci.

Mais à notre avis, nous voulons vous encourager à considérer une approche basée sur des questions non seulement au niveau des régions, je sais bien que c'est votre structure, et je ne vous demande pas de la changer absolument pas, je dis que tout simplement ce qui est fait dans une autre région peut être de l'intérêt de membres qui appartiennent à une autre région. Il serait peut-être intéressant que nous connaissions vos activités concernant certains projets. Par exemple, certains parmi nous travaillent dans un groupe de travail de consultation entre le GAC et la GNSO dont l'objectif est de faciliter les rapports et la participation du GAC dans les processus de développement de la politique de GNSO. J'espère que Manal sera d'accord avec moi mais en ce moment, nous avons affaire à cette question. Les membres du GAC ne sont pas pleinement sûrs que l'information que l'on reçoit concernant le groupe des politiques puisse être modifiée pour qu'elle soit plus utile.

La question n'est pas si nous recevons des informations ou pas, peut-être on a trop d'informations. La question est que nous ne pouvons pas digérer toute cette information. Alors si vous continuez à vous focaliser dans les régions lorsque les régions viennent ici et essayent d'arriver à un consensus sur l'avis du GAC, tout cela concerne la question de fond, la question substantielle. Nous pensons que votre activité est une grande valeur, mais je vais vous demander que peut-être vous pourriez travailler avec nous pour identifier quelles sont les questions importantes ou substantielles en ce qui concerne les politiques, qui serait quelque chose de similaire de ce que nous faisons avec le

personnel chargé de la politique de la GNSO. Il faudrait demander par exemple quelles seraient les modifications les plus utiles pour eux. Alors dans vos réunions de sensibilisation et de diffusion, vous pourriez vous focaliser sur des questions en matière de politique, à savoir que nous puissions utiliser vos initiatives pour que nous puissions arriver à ces objectifs.

TAREK KAMEL :

Merci beaucoup de vos commentaires. Je suis sûr que Suzanne sait quelle est la différence qu'il y a entre notre équipe et l'équipe de David Olive. L'équipe de David Olive donne le soutien nécessaire aux différentes unités constitutives s'occupant du développement de politique sur chaque point spécifique. Nous nous occupons de l'Education, de la formation du renforcement des capacités, de la diffusion, du transfert du savoir-faire aux régions, aux gouvernements, pour stimuler l'intérêt et la participation du gouvernement au sein du GAC par rapport à ce qui concerne l'ICANN. Nous travaillons sur la mondialisation de l'ICANN et des OIG. S'il y a donc un thème qui suscite l'intérêt au niveau mondial incluant la gouvernance de l'Internet et les OIG, nous serons très heureux de partager l'information nécessaire au niveau mondial et au niveau régional.

Mais moi je voulais marquer indiquer la différence entre le soutien en matière de politique en provenance de l'équipe de David Olive et le travail de notre équipe pour que les rôles soient clairement définis.

ANNE-RACHEL INNE : En plus de ce que Tarek a dit, je crois que Suzanne a raison lorsqu'elle dit que si nous savons quelque chose à propos d'un certain thème, nous pouvons inviter quelqu'un de la GDD, de la division mondiale des domaines, pour qu'ils soient dans ce séminaire en ligne, et que si nous avons les questions, nous pouvons travailler là-dessus, pour des questions spécifiques, mais dans des thèmes qui pourraient faire l'objet d'un point intéressant pour d'autres régions. Cela ne représente pas de problème c'est une simple question de coordination.

TAREK KAMEL : Je veux faire un commentaire pour éviter les malentendus. L'équipe régionale n'est pas nécessairement sous ma supervision directe, mais sous la supervision de ma collègue Sally Costerton, que j'ai invitée à la séance d'aujourd'hui.

C'est seulement l'équipe de la participation gouvernementale qui se trouve sous ma supervision. Nous travaillons de façon très proche avec l'équipe GSE de la participation mondiale des parties prenantes. Par rapport aux collègues de Singapour sur la diffusion et la sensibilisation envers les organisations régionales, nous avons une présence en Asie qui a été renforcée au cours des 12 derniers mois grâce à notre vice-président dans la région, Kuek, qui n'est pas ici. Mais il est représenté par d'autres collègues. Quelles sont les personnes présentes dans la région Kelvin ?

KELVIN : Il y a 15 personnes dans notre bureau et 20 personnes dans la région.

TAREK KAMEL : 15 personnes dans le bureau, et 20 personnes dans la région. Bon, cela peut vous donner une impression d'un bond extraordinaire fait en Asie par rapport à la stratégie mise en œuvre avec Sally et avec Kuek par rapport à la communication. Cette équipe a été vraiment renforcée dans d'autres régions telles que le Moyen Orient, l'Europe Orientale et la Russie, avec Michael et l'Amérique Latine et les Caraïbes avec Rodrigo. On a vu aussi un renforcement du travail de la participation. Cela signifie aussi que nous avons un accès à l'organisation régionale, nous avons travaillé avec elles, mais si vous pouvez nous aider à établir ces contacts ces relations, ce sera vraiment utile car nous ne pouvons pas avoir un point de contact dans chaque pays. Vous êtes combien de membres au sein du GAC ? 140 en ce moment. Donc il est clair que nous ne pouvons pas avoir un membre du personnel s'occupant de chaque pays. Donc nous attendons vos propositions et l'équipe de participation régionale va vous aider aussi. Merci beaucoup.

HEATHER DRYDEN : Merci beaucoup.

Nous sommes vraiment très heureux d'avoir pu introduire cette idée pour voir comment nous pouvons gérer le travail avec les différents thèmes, et comment nous pouvons informer les nouveaux membres du GAC ou comment ils pourraient l'être, pour qu'ils puissent faire contribution dans ce débat.

Il me semble qu'il y a une deuxième dimension là-dessus qui concerne le fait de guider les représentants pour qu'ils puissent exprimer leurs opinions. Vous pouvez donc nous aider pour tout ce qui concerne les séminaires en ligne, la présentation de certains thèmes qui peuvent

avoir un intérêt particulier pour une région déterminée, ou même des thèmes qui pourraient représenter un intérêt bilatéral si nous abordons un thème dans le GAC dans notre ordre du jour. Nous voudrions que les gouvernements participent à ce processus de consensus pour donner des avis, pour communiquer nos opinions au Conseil d'Administration. Je pense que nous pouvons nous centrer sur ces 2 points pour travailler de façon plus fluide.

Si les choses ne sont pas claires à cet égard, nous risquons ce qui suit : certains collègues pourraient ne pas être familiarisés sur le fonctionnement de ce modèle, et ils pourraient peut-être demander aux personnels de les aider à prendre une décision ou qu'ils aient une certaine influence sur certaines décisions et cela pourrait susciter des problèmes. Moi ce que je voudrais voir c'est un renforcement du processus ici, pour que cela fonctionne de façon appropriée. Je crois que c'est très positif. Nous pouvons donc voir que il s'agit des manières possibles de travailler les uns avec les autres, nous pouvons encourager les collègues des gouvernements à participer et à donner leurs opinions ici. Je suis très heureuse de voir qu'ils sont ici pour chercher des réponses à leurs questions.

TAREK KAMEL :

Merci Heather.

Je suis sûr que les indicateurs clés de performance que nous avons établis dans le plan stratégique quinquennal, que le Conseil d'Administration nous avait demandé de développer seront très utiles. Et nous avons proposé au Conseil d'Administration et au plan opérationnel un indicateur clé celui de l'augmentation de la

participation au personnel au sien du GAC en termes de chiffres et d'expression, c'est une priorité pour nous.

IMAD HOBALLAH : Nous avons très peu de temps, Alice demande aussi la parole. Nous allons céder la parole à la Jamaïque.

JAMAÏQUE : Merci beaucoup Maître Kamel.

Une question très rapide. Devant l'absence d'un représentant pour chacun des pays, ce qui est relativement compréhensible, pourriez-vous me donner une idée plus claire de la stratégie que vous allez établir pour s'assurer qu'on ait enfin pu répondre aux besoins de tous les pays.

Merci beaucoup.

TAREK KAMEL : Comme je l'ai dit, comme une partie de la mission de l'équipe de l'engagement global des parties prenantes dirigée par Sally, ainsi que l'équipe de la participation gouvernementale que je dirige, nous travaillons ensemble pour permettre cette participation régionale et l'améliorer. Dans toutes les régions et dans tous les domaines où l'on a davantage besoin de soutien comme pour la stratégie africaine ou pour le Moyen Orient ou pour la stratégie en Amérique, nous n'économisons pas d'efforts. Fadi nous aide dans la mesure du possible pour tout ce qui concerne le budget pour travailler de cette façon, améliorer la sensibilisation et la diffusion, et augmenter la participation des membres du GAC, dans ses activités de développement régional.

Je serai très franc avec vous dans certains pays nous n'avons pas d'autres points de contact ou d'autres références que les membres du GAC parce qu'il y a les représentants des ccTLDs qui viennent parfois de la même organisation, mais c'est des régions qui n'ont pas le niveau d'attention dont ils auraient besoin, parce que l'industrie n'est pas suffisamment développée. Ils n'ont pas d'opérateurs de registres, ni de bureau d'enregistrement. C'est la situation pour beaucoup de pays. Donc le représentant du GAC est un membre qui a une valeur précieuse pour que nous puissions faire cette activité de sensibilisation et de diffusion, et pour que nous puissions élargir les groupes de participation dans chaque pays ainsi que la participation multi sectorielle pour inclure les sociétés civiles et les entreprises et pour faire que l'ICANN jouisse d'une meilleure santé, pour ainsi dire, dans ce groupe.

INTERPETE : Imad Hoballah donne la parole à la Turquie.

TURQUIE : Merci beaucoup à vous tous et merci d'avoir partagé vos activités par rapport à la sensibilisation et la diffusion auprès des gouvernements.

Je voudrais vous faire juste quelques commentaires sur la base de mon expérience.

Premièrement, je comprends que vous essayiez de parvenir à vous mettre en contact avec les gouvernements dans l'un des domaines les plus difficiles du travail qu'il y a à faire parce qu'il y a différentes visions, il y a des barrières, il y a même la question politique qu'il faut affronter

et surmonter. Il y a des obstacles que nous devons tous pouvoir surmonter.

Je voudrais faire une remarque ponctuelle. Nous devons comprendre que lorsque nous parlons des gouvernements, nous ne parlons pas d'un seul élément au sein d'un gouvernement. Il y a des fonctionnaires, des ministères, il y a tous les décideurs à différents niveaux qui changent. Donc l'on suppose que la connaissance et cette capacité qui a été développée dans un pays en particulier par le gouvernement précédent sera transférée à ceux qui prendront la relève dans ces postes, mais ce n'est pas toujours le cas. C'est donc beaucoup de choses qui sont donc bien des fois ignorées ou qui sont parfois sapées si j'ose dire. Il faut donc qu'il y ait cet effort de renforcement des capacités qui se poursuive pour les nouveaux fonctionnaires, pour les nouveaux ministres, pour les nouveaux décideurs, ce n'est pas facile, mais nous pouvons nous servir des différents outils disponibles : la formation technique, les questions liées au secrétariat, pour essayer d'attirer l'attention de toutes ces personnes-là. Une fois qu'ils connaîtront mieux l'ICANN et les processus de multiples parties prenantes, ces personnes peuvent changer d'avis. Et elles peuvent avoir une attitude plus positive. Je crois aussi qu'il y a les réunions de haut niveau qui sont très importantes. Moi j'ai l'effet qu'elles suscitent et cela donne une bonne occasion de modifier la position et la vision de beaucoup de fonctionnaires de gouvernement. Au moins c'est ce que j'ai vu dans mon pays.

La dernière suggestion que je vais faire c'est qu'il faudrait faire les réunions de l'ICANN à différents points du monde, tous les ans, parfois bon les sièges de ces réunions sont répétés mais bon, il faut faire ces

réunions parce que ce sont des événements qui attirent l'attention de tous ces personnels-là. Cela peut faire partie du processus d'apprentissage.

Merci beaucoup.

IMAD HOBALLAH : Merci beaucoup.

INTERPRETE : Il cède la parole à un participant qui ne s'est pas présenté. Maintenant c'est le représentant du Nauru qui prend la parole.

NAURU : Je voulais revenir sur ce que mon collègue du Royaume-Uni a commenté. Il y a beaucoup de membres mais qui participent très peu. Dans notre coin du monde il y a 25 pays différents, il y en a 22 qui sont membres du GAC. Cependant leur participation est très faible. Je crois que le problème qui se présente ici, c'est que lorsque nous venons comme représentant d'un gouvernement, nous nous inquiétons de voir que les choses pourraient ne pas fonctionner, nous supposons que le GAC ne serait peut-être pas une priorité réelle parce que nous ne sommes pas familiarisés avec les opérations du groupe. Donc ce que j'essaye de vous dire, c'est que par cette initiative nous espérons bien pouvoir renforcer cette participation et cette sensibilisation au niveau régional par l'intermédiaire du vice-président de la région et des contacts de l'ICANN et que l'on puisse avoir une sensibilisation, une diffusion plus forte sur l'ensemble du GAC et ce qu'il fait.

IMAD HOBALLAH : Merci beaucoup. Je cède maintenant la dernière participation à Maître Kamel. Merci beaucoup de cette question.

TAREK KAMEL : Merci beaucoup.

Sans doute les régions qui sont très éloignées et pas bien desservies constituent notre priorité. Fadi s'en est rendu compte de façon précoce, et il a commencé à essayer de rassembler les efforts de diffusion et de sensibilisation.

Notre vice-président pour l'Océanie est un exemple, c'est une personne expérimentée qui peut nous aider, en ce sens-là pour essayer de tirer le plus grand profit des ressources de l'ICANN comme Anne-Rachel l'a dit, en dehors de l'équipe de participation. C'est une question de décision du gouvernement lui-même. Nous voyons que l'intérêt de la part des gouvernements quant à leur participation au sein de l'ICANN est accru, nous l'avons vu, pour la participation qu'ils ont eue au sein du GAC et aussi grâce aux questions que nous recevons aussi de façon indirecte de la part des gouvernements. Le programme des nouveaux gTLDs a suscité une plus forte sensibilité au niveau mondial de l'importance croissante de l'ICANN et du rôle qu'elle joue au niveau mondial. L'annonce du gouvernement des Etats-Unis du 14 mars sur la NTIA, Larry Strickling a été avec nous et il a joué un rôle fondamental lors de cette annonce. Elle a été très bien accueillie dans beaucoup de pays, et pour une bonne partie des activités que nous réalisons nous avons

remarqué cela. Nous voyons que les connaissances sur l'ICANN et sur cette organisation sont beaucoup plus profondes maintenant.

Maintenant à la demande du gouvernement des Etats-Unis, c'est celle qui doit réunir toutes les parties concernées de la communauté pour résoudre la transition de supervision des fonctions de l'IANA. Nous voyons qu'il y a beaucoup plus d'intérêt au sein des Nations Unies à Genève ainsi que dans les missions nationales. Nous voyons qu'il y a beaucoup plus de questions, cela implique une participation beaucoup plus active, plus efficace plus significative au sein du GAC.

Comme notre collègue de la Turquie l'a dit, si les gouvernements changent de fonctionnaires, voilà la nature du travail qu'il faut faire. La seule chose qui est vraie ici dans le monde c'est le changement. Il faut que nous soyons capables de gérer cela, et de travailler avec ce changement qui se produit. Il y a quelque chose que nous recevons des administrations précédentes et que nous devons présenter aux nouvelles administrations pour qu'elles puissent comprendre comment fonctionne les choses. Nous sommes préparés pour aider, nous n'allons pas épargner notre effort pour aider les gouvernements, et nous allons recevoir aussi le soutien de Fadi. Quant aux réunions de haut niveau, plus il y en aura, plus ce sera profitable pour nous tous et notre travail.

IMAD HOBALLAH :

Merci Maître Kamel, merci Anne-Rachel, je voudrais remercier le secrétariat de son aide pour tout ce travail, merci aussi à Madame la Présidente et au vice-président du GAC, nous vous remercions vous tous d'avoir participé, de nous avoir écoutés, nous espérons que cela nous

permettra d'améliorer tout notre travail, nous souhaitons une bonne fin de soirée.

HEATHER DRYDEN :

Merci beaucoup au personnel de l'ICANN de nous avoir rejoints, nous avons fait beaucoup de travail et il y a encore beaucoup de travail à faire dans ce domaine. Je ne sais pas si vous voulez chercher de nouveaux membres pour le groupe de travail, vous avez toujours besoin de nouveaux, membres ? Bon d'accord. Le travail sera bien meilleur s'il y a des points de vue différents, donc l'invitation est faite à tous ceux qui voudraient rejoindre ce groupe. Merci beaucoup.

Nous allons continuer maintenant, nous allons aborder le dernier point de l'ordre du jour, nous avons encore une demi-heure. Nous allons faire ici une synthèse de l'état actuel de la situation. Le processus de transition des fonctions de l'IANA ainsi que le renforcement de la responsabilité de la gouvernance de l'ICANN. Nous avons 30 minutes pour parler de la situation actuelle de ces processus.

Et pour pouvoir comprendre un peu plus clairement quel travail devrait faire le GAC durant cette semaine, nous avons une discussion de 2 heures pour demain pour aborder tous ces thèmes, c'est là que nous allons aborder les questions dans le détail, et nous pourrons parler aussi de certains événements, les plus récents, de façon plus profonde. Il y a certains rapports récents qui pourront vous intéresser. Nous allons donc essayer d'approfondir ces thèmes, pour essayer de mieux comprendre ce que nous allons faire demain sur ces thèmes dans cette séance de 2 heures.

Comme je l'ai dit il y a 2 processus principaux, 2 domaines où il faut travailler : le premier concerne la transition de supervision des fonctions IANA, et le rôle joué par les Etats-Unis en ce sens-là, et le deuxième domaine de travail concerne l'amélioration et le renforcement de la responsabilité de l'ICANN. Nous allons donc essayer de faire un résumé de ce qui a eu lieu.

Le processus de transition de supervision des fonctions de l'IANA. Comme vous le savez il y a eu un groupe de coordination qui représente les différents groupes y compris le GAC, et ce groupe aura la responsabilité de coordonner les différentes parties de la proposition qui en dernier lieu sera envoyée aux Etats-Unis, à la NTIA pour être plus spécifique. Il y a eu des réunions et des téléconférences dans ce groupe de coordination. L'ICG et les participants du GAC ont contribué dans cet effort pour s'assurer que nous serons bien représentés en tant que GAC dans ce groupe de coordination.

Quant aux questions liées au fonctionnement de ce groupe, aux procédures qu'il va mettre en place, et ce que l'on demande aux communautés opérationnelles, tout cela est très bien établi, il y a certains documents fondamentaux qui parlent des méthodes de travail, qui parlent de la manière d'obtenir un consensus, et comment inviter sur les présentations des différentes parties qui feront partie des différentes propositions. Tout cela est déjà clairement défini et établi.

Maintenant, nous nous occupons de contacter la communauté pour qu'elle se centre sur les 3 fonctions principales de l'IANA. La première concerne les paramètres du protocole, la deuxième concerne les numéros d'internet, et enfin, il y a la partie concernant les noms de

domaines. Voilà donc les 3 points fondamentaux. Nous, au sein du GAC, en tant que partie de l'ICANN, nous nous centrons sur la question des noms de domaine. Donc au sein de l'ICANN et dans les différents groupes, on a établi un groupe de travail intercommunautaire qui a commencé son travail pour s'occuper de cette partie de la proposition concernant les noms de domaine, leurs fonctions, et de développer tout cela dans la communauté avec la participation du GAC pour la mi-janvier. Nous n'avons pas trop de temps vraiment. Et l'ICG, le groupe de coordination de l'IANA, recevra les 3 différentes parties de cette proposition et il essayera de les coordonner ou de les réunir. Nous estimons que le groupe de coordination devra avoir des échanges avec les différentes communautés concernées par ces fonctions-là. Il y a donc un calendrier assez serré avec peu de temps pour dérouler toutes ces activités. Mais lors de la dernière réunion avec le groupe intercommunautaire, nous avons déjà commencé notre travail, nous avons identifié la Norvège et la Thaïlande qui se sont mises d'accord pour être responsables auprès du GAC pour nous représenter dans ce groupe de travail intercommunautaire. Et comme nous parlons de la fonction des noms de domaine, nous espérons que l'accent sera mis sur la question des codes d'extension géographique. Nous sommes tous intéressés aux questions concernant les extensions géographiques, et la manière dont on résout les problèmes liés aux extensions géographiques. C'est pour cela que nous allons tous devoir avoir le même niveau d'accès aux informations, aux événements, et aux mises à jour. Il faut que nous nous assurions que les collègues qui se sont mis d'accord pour dire qu'ils vont travailler dans ce groupe de travail intercommunautaire recevront le soutien nécessaire pour ces activités, et que le GAC pourra faire un suivi de ce travail. Les délais ou les

périodes sont très courtes pour ce travail. Il faut que nous quittions ces réunions avec une idée très claire des étapes à mettre en place pour ce qui suit. Il faut que les délais et dates butoirs soient très clairement établies pour le travail du groupe intercommunautaire, et ce que le GAC doit faire pour pouvoir contribuer dans ce processus et ce résultat qui sera obtenu nous espérons pour la mi-janvier.

Comme je vous l'ai dit, on passe le travail de l'ICG aux différentes communautés qui s'occupent de ces 3 fonctions, le GAC centre son effort sur les noms de domaine. Nous avons une réunion de l'ICG qui est programmée pour mercredi matin. Ils viendront nous rejoindre pour nous parler des différentes fonctions. Il y a des représentants de l'IETF, des RIRs (Registres Internet Régionaux) parce qu'il est important qu'il y ait une communication avec les gouvernements sur les différents domaines de travail, pour que nous puissions aussi contribuer à leur travail.

Mais notre accent est mis sur la question des noms de domaine. C'est une vision générale du terme. Il y a un rapport qui a été diffusé, je crois que c'était lors de la dernière réunion ou juste avant la fin de la dernière réunion de Londres, c'était un rapport présenté par le comité consultatif sur la stabilité et la sécurité, et je sais qu'il y a eu bon nombre d'entre vous qui ont fait des commentaires en disant que leur rapport a été très utile. Le SSAC a présenté un autre rapport, tu pourrais peut-être Tom nous donner le titre exact de ce rapport. Nous allons le diffuser aussitôt que nous pourrons l'avoir, mais c'est quelque chose de très récent, et ça sera assurément très utile comme document de référence. Nous allons nous assurer de le diffuser pour que vous soyez tous au courant. Il en va de même pour la question des noms de domaine, certains

commentaires ont été présentés de la part des groupes qui travaillent avec les extensions géographiques. Je sais que [Santa] a présenté certaines suggestions sur l'identification de certains critères concernant les noms de domaine. Donc si cela suscite votre intérêt, c'est là que vous pourrez faire des contributions si vous voulez. Nous voulons identifier tous ces documents pour que vous puissiez vous en servir comme d'une référence. Nous avons un résumé d'informations que nous devons mettre à jour par suite des derniers événements. Nous vous prions de consulter ces rapports brefs qui concernent ces termes particuliers. Je crois que ce serait très utile pour nous de pouvoir travailler sur ces différents rapports.

Voilà pour ce qui est de la transition du rôle de supervision des fonctions IANA. Quelles sont donc nos réflexions par rapport à cette partie du processus, et notamment, qu'est-ce que nous devons faire, sur quoi devons-nous focaliser nos discussions demain ? Comme je vous l'ai dit, nous allons voir le travail du groupe intercommunautaire, nous avons résolu la question de la participation du GAC aux groupes intercommunautaires ainsi que les questions des méthodes de travail. La Norvège s'il vous plaît.

NORVEGE :

Ce n'est pas une question, je tenais à vous remercier de m'avoir permis de faire partie de ce groupe de travail. Nous savons que les choses se passent très vite et nous n'avons pas beaucoup de temps pour mettre en place quelque chose d'intéressant à pouvoir présenter. On nous a déjà donné une dizaine de documents ou de missions, il faut passer en

revue un certain nombre de contrats ce qui représente un travail assez important, et c'est en fait beaucoup de travail.

Je voulais dire que outre la question des membres, comme vous avez pu le constater, ce groupe de travail Est ouvert à tous ceux qui seraient intéressés à Y participer en tant qu'observateur, mais maintenant on a changé ce terme, on parle de participant. Donc toute personne intéressée à contribuer à ce travail de groupe communautaire. Il ne s'agit pas uniquement d'écouter ce qui est fait par le groupe mais de participer de manière active.

Merci aux membres du GAC qui ont participé, le Royaume-Uni a envoyé une personne qui va participer à ce groupe, et j'invite ceux qui seraient intéressés à faire de même, à le faire. Je voudrais savoir ce que nous allons faire en tant que GAC au niveau de ce groupe de travail, car nous ne pouvons pas parler en représentation de chaque pays de manière individuelle. Il nous faut voir en tant que GAC quelle est la vision que nous allons vouloir transmettre. Voilà la discussion que nous allons devoir avoir demain. Nous allons donc vous transmettre quels sont les progrès accomplis au sein de ce groupe, car c'est une tâche très importante, et nous avons très peu de temps pour pouvoir l'accomplir.

Merci beaucoup.

HEATHER DRYDEN :

Merci la Norvège.

C'est très utile. Cela nous donne une très bonne idée de ce qui est en cours, il y a 10 documents à analyser dont un certain nombre de

contrats qui sont liés aux fonctions de noms de domaine. Royaume-Uni s'il vous plaît.

Royaume-Uni :

Merci Madame la Présidente. Je voulais juste aborder quelques points.

Le Royaume-Uni a rejoint le groupe dans ce processus il faut présenter une manifestation d'intérêt en disant à quel gouvernement l'on appartient, et quel poste on occupe au sein de ce gouvernement, il s'agit de questions très simples par rapport à nos intérêts dans différents domaines.

Deuxièmement, je voulais ajouter aux commentaires fait par la Norvège, qu'il y a une discussion en cours au CWG par rapport au partage. En ce moment, la présidence de ce groupe est co-partagée entre la ccNSO et la GNSO, et la discussion portait sur le fait de voir si d'autres organisations de soutien au comité consultatif devraient jouer un rôle au niveau de la présidence. Je considère qu'il vaut mieux simplifier cette présidence et qu'elle soit exercée par ces 2 co-présidents. C'est peut être un point sur lequel le GAC souhaiterait se pencher.

HEATHER DRYDEN :

Merci le Royaume-Uni, le représentant de la Thaïlande prend la parole.

THAÏLANDE :

Nous allons avoir 6 réunions au cours desquelles il va falloir se pencher sur 10 ou 11 fonctions. Les extensions géographiques ne sont qu'une de ces fonctions. Il y a le WHOIS et d'autres aspects à traiter. Il nous faudrait donc voir de quelle manière nous allons nous organiser pour

voir quelles sont les fonctions dont nous allons nous occuper au nom du GAC.

HEATHER DRYDEN :

Merci beaucoup de votre proposition. Très bien. Non seulement il faut voir quels sont les résultats qu'il faudra obtenir, mais aussi voir de quelle manière nous allons organiser notre travail pour pouvoir faire nos contributions car le processus avance très vite et il faut que nous puissions y participer.

PAYS-BAS :

Merci Heather. Vous avez demandé à ce qu'on fasse des commentaires par rapport au sujet à traiter demain ? Très bien.

Parmi les questions importantes abordées ou suggérées par la Thaïlande figure le fait de savoir quelle sera notre contribution à ce processus. Il y a des volontaires mais il nous faudrait avoir des agents de liaison qui puissent échanger des informations, mais nous ne sommes pas représentés en tant que GAC. Le GAC devrait peut-être se doter d'une méthode qui lui permette non seulement évaluer les différentes propositions, mais aussi, et c'est le point de vue des Pays-Bas, mais aussi d'établir certains principes qui sont importants pour ce nouveau modèle du point de vue du GAC. Je ne sais pas si on pourrait devenir des co-concepteurs de ce modèle, mais au moins pouvoir contribuer à façonner certains principes.

Il y a un principe qui dit que cette nouvelle proposition ne doit pas être dirigée ou orientée par un gouvernement ou des organisations intergouvernementales. C'est un bon point de départ, mais il y a

d'autres éléments qui manquent. Par exemple, quels sont les exigences à respecter en matière de supervision de ce rôle. Nous avons entendu la communauté et il est important d'avoir à l'esprit que nous ne devrions pas arriver à une situation dans laquelle à la fin du processus, quand on aura un nouveau modèle, que le GAC à ce moment-là dise 'Ce modèle, n'est pas bien.' Il ne faut pas arriver à cette situation et donc il faut en débattre.

HEATHER DRYDEN :

Merci Représentante des Pays-Bas.

Nous avons quelques minutes encore pour parler du processus d'amélioration de la responsabilité de l'ICANN avant nos débats demain. Nous allons inclure cette question dans notre ordre du jour pour demain. Lorsque nous allons analyser la transition du rôle de supervision des fonctions IANA, il y aura des membres du groupe intercommunautaire qui vont nous orienter par rapport à la façon dont nous allons avancer. En ce qui concerne l'amélioration de la responsabilité, je vous ai mentionné quels sont les événements les plus récents, y compris la publication d'un processus révisé par l'ICANN. Nous allons devoir donc analyser ce processus afin d'en débattre demain. L'idée est que les collègues d'autres parties de la communauté ont dit que cette révision représente une amélioration. J'espère donc que nous allons pouvoir entamer une réflexion par rapport à la façon dont le GAC pourra contribuer au travail de ce groupe.

Il y a une proposition pour le groupe de travail intercommunautaire qui est très utile, à savoir que ce groupe se divise en 2 pour se consacrer à 2 domaines différents. Une partie du groupe se consacrerait à la question

de la responsabilité de l'ICANN, et un autre domaine de travail plus lié à la responsabilité à long terme.

Bien entendu, pour ce qui est du premier domaine, le temps est un facteur très important. On a parlé d'un grand nombre de sujets ou de thèmes qui sont liés à la responsabilité. C'est pourquoi on a proposé que le groupe de travail intercommunautaire soit divisé en 2 : d'un côté donc les questions concernant la responsabilité à haut niveau, et de l'autre côté un autre domaine de travail concernant les responsabilités à long terme.

De cette façon, on pourrait aborder toutes les questions qui ont trait à cette question. Le groupe qui s'occupe de la transition du rôle de supervision des fonctions IANA pourrait nous orienter par rapport à la façon dont le GAC pourra contribuer à ce travail sur le renforcement de la responsabilité. Or, plus de clarté pour savoir comment nous allons pouvoir avancer avec notre travail. Ce processus a été récemment publié et le GAC aura besoin d'un certain temps pour pouvoir l'analyser.

La réaction initiale face à ce processus a été très positive, ce processus a été bien accueilli, et je pense que nous allons avancer très rapidement et nous allons pouvoir constituer ce groupe de travail intercommunautaire et pouvoir traiter la question de fond, à savoir la responsabilité.

Ceci dit, nous devons nous assurer que les membres du GAC auront une copie de ce processus révisé. On nous avait dit que ce processus allait être publié hier soir, nous allons nous assurer que tout le monde puisse en avoir une copie afin que nous puissions en discuter demain. En ce moment nous devons lire ce document de manière générale, et voir de

quelle manière nous pouvons interagir avec d'autres parties de la communauté afin de voir comment nous pouvons continuer à traiter ces questions ensemble.

Voilà tout ce que nous pourrons faire aujourd'hui par rapport à cette question. Il est presque 18h30. Je pense que nous pouvons conclure notre séance d'aujourd'hui.

Merci d'être venus, d'avoir participé, bonne soirée à tous, reposez-vous pour notre prochaine séance de travail. Merci beaucoup.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]